

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CREATIS**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 52.900.000 euros  
Siège social : 61 avenue Halley, Parc de la Haute Borne, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
419 446 034 RCS LILLE METROPOLE

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 26 mai 2026*

**I. — Bilan social**  
(en euros)

	<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
1	Caisse, banques centrales, CCP			
2	Effets publics et valeurs assimilées			
3	Créances sur les établissements de crédit	<b>Note 11-A</b>	22 555 196,31	40 886 415,55
4	Opérations avec la clientèle	<b>Note 11-A-B</b>	4 256 234 905,36	3 760 843 905,19
5	Obligations et autres titres à revenu fixe			
6	Actions et autres titres à revenu variable	<b>Note 4</b>		
7	Participations et autres titres détenus à long terme	<b>Note 12</b>	615,97	894,50
8	Parts dans les entreprises liées	<b>Note 13</b>	857,00	857,00
9	Crédit-bail et location avec option d'achat			
10	Location simple			
11	Immobilisations incorporelles	<b>Note 14</b>	49 450,55	49 450,55
12	Immobilisations corporelles	<b>Note 14</b>	161 471,71	172 184,81
13	Capital souscrit non versé			
14	1 Actions propres			
15	Autres actifs	<b>Note 15</b>	6 139 529,61	33 595 871,00
16	Comptes de régularisation	<b>Note 16</b>	6 868 660,02	11 148 637,62
	<b>Total de l'actif</b>		<b>4 292 010 687</b>	<b>3 846 698 216</b>

	<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
1	Banques centrales, CCP			
2	Dettes envers les établissements de crédit	<b>Note 11-C</b>	3 821 932 774,30	3 391 696 870,35
3	Opérations avec la clientèle	<b>Note 11-C-D</b>	825 263,81	810 108,22
4	Dettes représentées par un titre	<b>Note 11-C</b>		
5	Autres passifs	<b>Note 15</b>	20 825 985,08	45 240 834,80
6	Comptes de régularisation	<b>Note 16</b>	40 050 102,05	18 731 495,08
7	Provisions	<b>Note 17</b>	3 998 218,80	3 420 630,20
8	Dettes subordonnées (y compris dettes rattachées)	<b>Note 6</b>		
9	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
10	Capitaux propres hors FRBG		<b>404 378 342,49</b>	<b>386 798 277,57</b>
11	Capital souscrit	<b>Note 18</b>	52 900 000,00	52 900 000,00
12	Primes d'émission			
13	Réserves	<b>Note 18</b>	5 290 000,00	5 290 000,00
14	Ecart de réévaluation			
15	Provisions réglementées et subventions d'investissement			
16	Report à nouveau (+/-)	<b>Note 18</b>	328 608 277,57	320 571 583,45
17	Résultat de l'exercice (+/-)	<b>Note 18</b>	17 580 064,92	8 036 694,12
	<b>Total du passif</b>		<b>4 292 010 687</b>	<b>3 846 698 216</b>

	<b>Hors bilan (En Euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
	<b>Engagements donnés</b>			
1	Engagements de financement	<b>Note 18-I</b>	7 304 282	3 522 453
2	Engagements de garantie			
3	Engagements sur titres			
	<b>Engagements reçus</b>			
4	Engagements de financement	<b>Note 18-II</b>	-533 430 961	460 158 787
5	Engagements de garantie			
6	Engagements sur titres			

**II - Compte de résultat social (en euros)**

		<b>Notes</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
1	Intérêts et produits assimilés	<b>Note 20</b>	251 762 575	243 930 894
2	Intérêts et charges assimilés	<b>Note 21</b>	165 479 600	178 223 451
3	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés			
4	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés			

5	Produits sur opérations de location simple			
6	Charges sur opérations de location simple			
7	Revenus des titres à revenu variable	<b>Note 22</b>	0	0
8	Commissions (produits)	<b>Note 23</b>	22 962 128	21 185 876
9	Commissions (charges)	<b>Note 23</b>	692 604	569 187
10	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négo	<b>Note 24</b>		
11	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
12	Autres produits d'exploitation	<b>Note 25</b>	4 592	168 465
13	Autres charges d'exploitation	<b>Note 25</b>	82 382	88 564
14	<b>Produit net bancaire</b>		<b>108 474 709</b>	<b>86 404 033</b>
15	Charges générales d'exploitation	<b>Note 26</b>	42 733 613	38 480 375
16	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	<b>Note 14</b>	40 709	22 089
17	<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>65 700 387</b>	<b>47 901 570</b>
18	Coût du risque	<b>Note 27</b>	44 376 514	34 545 424
19	<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>21 323 873</b>	<b>13 356 146</b>
20	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	<b>Note 28</b>		
21	<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>21 323 873</b>	<b>13 356 146</b>
22	Résultat exceptionnel	<b>Note 29</b>		
23	Impôts sur les bénéfices	<b>Note 30</b>	3 743 808	5 319 452
24	Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
25	<b>Résultat net</b>		<b>17 580 065</b>	<b>8 036 694</b>

### III - Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires décide d'affecter la totalité du résultat de l'exercice 2025 d'un montant de 17 580 064,92 euros, en report à nouveau.

L'Assemblée Générale des actionnaires prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

### IV – Annexes des comptes annuels

#### Exercice 2025

#### 1<sup>ère</sup> partie

#### Contexte réglementaire & Faits caractéristiques

##### Note 1 – Activités et contexte réglementaire

**A** – Créatis, Société Anonyme à Conseil d'Administration, filiale de Cofidis Group est un Etablissement de Crédit dont l'activité est centrée sur les financements, la collecte des dépôts et les services bancaires aux particuliers. Cette activité est exercée depuis le 1er novembre 1998, date de l'apport partiel d'actif réalisé par la Caisse de Crédit Municipal de Lille.

**B** – En tant qu'Etablissement de Crédit assujéti à la loi du 24 janvier 1984, Créatis présente des comptes annuels conformément à la réglementation bancaire. Ses comptes annuels sont soumis à la certification de deux Commissaires aux Comptes.

Le contenu de l'annexe aux comptes annuels est précisé dans l'ANC N° 2014-07. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025. Les comptes de Créatis ont fait l'objet d'un changement de méthode comptable et de présentation par rapport à l'exercice N-1 qui n'a aucun impact sur les comptes de Créatis.

Dans ce contexte, Créatis présente des notes annexes faisant partie intégrante des comptes annuels, qui :

- indiquent les faits caractéristiques de l'exercice (note 2) ;
- précisent les règles et méthodes comptables retenues pour la présentation de ces comptes annuels (notes 3 à 9) ;
- complètent l'information donnée par le bilan et le compte de résultat (notes 11 à 28).

##### Note 2 – Faits caractéristiques

L'année 2025 fut marquée par un marché du rachat de créances en redémarrage. Dans ce contexte, Créatis a maintenu sa présence sur le marché et a ainsi conservé son niveau de production et ses parts de marché.

Créatis confirme sa stratégie et a continué sa transformation, notamment, avec son projet d'entreprise Innovation 3.0 et son statut d'entreprise à mission.

Les financements 2025, d'une bonne qualité, s'élèvent à 1 317 M€, ces financements s'inscrivent dans une volonté de rester leader sur notre marché.

Les taux d'usure ont progressé régulièrement, le montant des intérêts progresse de 8 M€. Mais, dans le même temps, le montant des charges d'intérêts diminue de près de 13 M€ par rapport à 2024.

Les charges d'exploitation sont pratiquement stables, en lien la politique de maîtrise des frais généraux de Créatis.

Le coût du risque, quant à lui, a progressé sous l'effet de la dégradation de notre portefeuille.

Le coût du risque a progressé de 10 M€ vs 2024.

#### 3 – Evénements postérieurs à la clôture

RAS

Contexte macro-économique et géopolitique :

Le Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale reste totalement mobilisé pour faire face aux impacts liés à la crise ukrainienne, aux tensions géopolitiques et conflits au Moyen-Orient et aux incertitudes politiques.

Pour rappel, le Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale n'étant pas implanté sur ces zones de guerre, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

De plus, l'instabilité gouvernementale suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale en France et les incertitudes budgétaires conduisent à maintenir un environnement politique et économique incertain en 2025.

Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres et des ratios qui en découlent.

## 2<sup>ème</sup> partie

### Principes comptables & Méthodes d'évaluation

Principes généraux retenus

#### Note 3 – Crédits à la clientèle et dépréciations

Les encours restructurés représentent les encours faisant l'objet d'un réaménagement de dette.

L'encours douteux se compose des créances présentant un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un impayé supérieur ou égal à 1 euro de plus de 90 jours,
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Au sein des encours douteux, Créatis identifie les encours douteux compromis, ces encours sont composés des créances en situation : de déchéance du terme, douteuses depuis plus de 12 mois.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

Les encours ne présentant plus les caractéristiques du déclassement en encours douteux font l'objet d'un retour en encours sains.

Créatis constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observés sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.

Les dépréciations sur les créances impayées sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants en fonction du degré de gravité de chaque catégorie d'encours (nombre de mensualités de retard plus ou moins important, motifs spécifiques...).

Les taux retenus reposent sur une approche statistique des flux d'encaissements prévisionnels, réactualisés à chaque arrêté annuel. Ces taux font l'objet d'une actualisation, conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'approche statistique s'appuie sur le système de notation interne de Créatis, basé sur une segmentation de l'encours ainsi que sur le nombre de mensualités impayées. La segmentation de l'encours de Créatis, est définie en fonction de la situation de la créance dans le système de gestion de Créatis.

Les dotations et reprises d'actualisation sont passées en coût du risque.

Créatis comptabilise les intérêts sur encours douteux conformément aux termes du contrat. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation au titre des pertes probables avérées.

En application du règlement ANC 2014-07 une décote relative aux créances restructurées est constituée.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

La décote est calculée sur les encours sains et représente le manque à gagner actualisé entre le nouveau taux de la créance et le taux initial du prêt.

La décote est enregistrée en coût du risque au moment de sa constitution. Les reprises de décote sont enregistrées en produit net bancaire.

Au bilan, elle est inscrite en minoration des encours.

#### Note 4 – Portefeuille titres

Néant.

#### Note 5 – Immobilisations et amortissements

**A** – Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix de revient.

**B** – Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties selon les modes et durées d'utilisation indiqués ci-après, conformément au règlement ANC 2014-03 :

Nature	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 25 ans
Aménagements et agencements	Linéaire	5 à 15 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciels informatiques	Linéaire	1 à 3 ans

**Note 6 – Capital social**

Le capital de Créatis s'élève à 52 900 000 Euros, composé de 3 306 250 actions de 16 Euros de nominal, détenu à 99.99 % par Cofidis Group.

	Nombre d'actions au 31 décembre 2025
Cofidis Group	3 306 248
Président et membres du conseil d'administration	2
<b>Nombre total d'actions</b>	<b>3 306 250</b>
<b>Montant du Capital Social (en euros)</b>	<b>52 900 000</b>

**Note 7 – Provisions**

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

**Note 8 – Instruments financiers hors bilan et gestion ALM**

**A** – Les opérations à terme sur instruments financiers hors bilan sont inscrites en hors bilan pour le montant du principal théorique sous-jacent.

**B** – Il s'agit pour partie d'opérations de micro couvertures adossées sur des emprunts blancs : les produits et charges relatifs aux opérations de couverture sont comptabilisés en résultat de manière symétrique à ceux relatifs aux opérations couvertes.

**C** – Des macro couvertures sont mises en place afin de couvrir le risque de taux. Ce dernier est déterminé par la méthode d'impass e à taux fixe par différence entre les encours de crédit à taux fixe et les ressources à taux fixe (capitaux propres, réserves, refinancements et instruments de couverture) : ces postes de bilan sont écoulés pendant 1 an, sans production nouvelle de crédits et selon des hypothèses d'écoulement définies.

**Note 9 – Produits et charges**

L'ensemble des produits et charges est comptabilisé conformément au principe de séparation des exercices comptables.

En conséquence :

- les intérêts (produits et charges) sont inscrits au compte de résultat prorata temporis ;
- les charges d'exploitation (frais de personnel, frais généraux, etc.) font l'objet de régularisation en fin d'exercice (charges à payer, charges payées ou comptabilisées d'avance, etc.).

**A – Nature des commissions :**

Produits : la société enregistre dans cette rubrique les frais de dossier perçus lors de la réalisation de contrats de crédits, les commissions sur assurances ainsi que les produits perçus dans le cadre de son activité de dépôt.

Charges : la société enregistre notamment dans cette rubrique les commissions versées aux apporteurs d'affaires dans le cadre de son activité crédits. Ces commissions sont calculées en fonction des volumes et de la qualité des crédits apportés, selon une tarification définie contractuellement.

**B – Comptabilisation des commissions :**

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2010, conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les frais de dossier perçus lors de la réalisation d'un contrat de crédit ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalés sur la durée de vie des crédits selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif.

Les commissions perçues sur assurances sont comptabilisées conformément aux décomptes transmis à la compagnie d'assurance.

Les produits sur activités de dépôt sont comptabilisés au fur et à mesure des prestations enregistrées.

**Note 10 – Engagements envers le personnel**

L'ensemble des engagements de retraite de Créatis est provisionné dans les comptes annuels. La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes,
- l'amortissement des écarts actuariels.

Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation, la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière est utilisée (la méthode dite des unités de crédit projetées). La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que le taux d'inflation et le taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés actifs, à l'exception des écarts n'excédant pas 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la juste valeur des actifs de couverture (principe du « corridor »). Cet amortissement d'écart est inclus dans

la charge actuarielle de l'exercice suivant. Les écarts constatés sur les autres avantages tels que les jubilés, les médailles... sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat sans application du « corridor ».

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites et autres avantages*.

Les hypothèses retenues sont : Taux d'actualisation : 3.50%, Taux d'augmentation : 2.70%, Table mortalité : INSEE.

Le montant du stock des écarts actuariels non comptabilisés est de -76 533 €

### 3<sup>ème</sup> partie

#### Complément d'informations sur le bilan & le compte de résultat

##### Note 11 – Ventilation des créances et des dettes

###### 11. A – Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	Total bilan	≤ 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
A vue	22 554	22 554			

###### 11. B – Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

Crédits de trésorerie	Montants bruts 31.12.2025	Dépréciations 31.12.2025	Montants nets 31.12.2025	Montants nets 31.12.2024
Encours sains (nets de décote)	3 963 068	13 705	3 949 363	3 490 085
Etalement des commissions	39 306	-	39 306	32 361
Encours douteux	149 085	123 319	25 766	92 110
Encours douteux compromis	303 398	61 599	241 800	146 288
<b>Total</b>	<b>4 454 857</b>	<b>198 622</b>	<b>4 256 235</b>	<b>3 760 844</b>

###### Echéancier au 31.12.2025

En milliers d'euros	Total bilan	≤ 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Crédits de trésorerie (encours sains)	3 963 068	117 671	236 100	1 451 627	2 157 670

###### Détail des opérations sur la clientèle

Crédits de trésorerie	Montants bruts 31.12.2025	Dépréciations 31.12.2025	Montants nets 31.12.2025
Rachat	3 651 598	187 871	3 463 727
Autres produits (dont bancaires et RACHYPO)	764 200	10 751	753 449
Décote et étalement des commissions	39 059	-	39 059
<b>Total</b>	<b>4 454 857</b>	<b>198 622</b>	<b>4 256 235</b>

###### 11. C – Ventilation des dettes selon la durée restant à courir (En milliers d'euros)

Dettes	Durée restant à courir				Total
	≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>691 933</b>	<b>382 000</b>	<b>2 503 000</b>	<b>245 000</b>	<b>3 821 933</b>
A vue	25 933				25 933
A terme	666 000	382 000	2 503 000	245 000	3 796 000
<b>Opérations avec la clientèle</b>					
Comptes d'épargne à régime spécial	141	0	0	0	141
A vue	3	0	0	0	3
A terme	138	0	0	0	138
<b>Autres Dettes</b>	<b>684</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>684</b>
A vue	684	0	0	0	684
A terme	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>692 757</b>	<b>382 000</b>	<b>2 503 000</b>	<b>245 000</b>	<b>3 822 757</b>

###### Note 11. D – Plan épargne logement – Compte épargne logement (En milliers d'euros)

Encours	Encours Crédits	Epargne Clientèle
Plan d'épargne logement	-	9
Compte épargne logement	-	0

###### Note 12 – Participations et autres titres détenus à long terme (En milliers d'euros)

Valeurs brutes	31/12/2024	Acquisition	Diminution	Reclassement	31/12/2025
<b>Autres immobilisations financières :</b>	<b>2</b>				<b>2</b>
Certificats d'association FGD	1				1
Participation dans autres entreprises liées	1				1

**Note 13 – Comptes et flux avec les entreprises liées (En milliers d’euros)**

		Intra-groupe
<b><u>Bilan actif</u></b>		
	Participations et autres titres détenus à long terme	1
	Comptes de régularisation et actifs divers	1 282
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	22 555
	Couverture (swap)	27 634
	Appel de marge	18
<b><u>Bilan passif</u></b>		
	Dettes envers les établissements de crédit	3 808 424
	Couverture (swap)	19 150
	Comptes de régularisation et passifs divers	3 183
	Appel de marge	8 411
<b><u>Charges</u></b>		
	Charges d’intérêts et assimilés	165 068
	Charges d’exploitation	14 734
<b><u>Produits</u></b>		
	Intérêts et produits assimilés	70 175
	Produits divers	19 720

**Note 14 – Immobilisations (En milliers d’euros)**

Valeurs brutes	31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Reclassement	31/12/2025
Immobilisations incorporelles	2 808				2 808
Immobilisations corporelles	1 262	30			1 292
<b>Totaux</b>	<b>4 070</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 100</b>

Amortissements	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Amortissements des cessions	31/12/2025
Immobilisations incorporelles	2 759	42		2 759
Immobilisations corporelles	1 089			1 131
<b>Totaux</b>	<b>3 848</b>	<b>42</b>	<b>0</b>	<b>3 890</b>

Valeurs nettes	31/12/2024	31/12/2025
Immobilisations incorporelles	49	49
Immobilisations corporelles	173	161
<b>Totaux</b>	<b>222</b>	<b>210</b>

**Note 15 – Ventilation des autres actifs et autres passifs (En milliers d’euros)**

Autres actifs	31/12/2025	31/12/2024
Dépôt de garantie	717	717
Créances sociales et fiscales	89	40
Créances – IS	3 920	4 890
Acomptes - Fournisseurs	114	223
Avance permanente	1 215	1 215
Appel de marge	18	26 395
Flux client en attente	0	0
Divers	67	116
<b>Total</b>	<b>6 140</b>	<b>33 596</b>

Autres passifs	31/12/2025	31/12/2024
Intéressement	2 049	1 508
Participation	0	0
Fournisseurs à payer	3 737	7 220
Dettes sociales et fiscales	2 09	1 705
Appel sur marge	8 411	30 463
Dette IS	0	0
Divers*	4 535	4 344
<b>Total</b>	<b>20 826</b>	<b>45 240</b>

\* La ligne Divers concerne des flux bancaires en attente

**Note 16 – Analyse des comptes de régularisation actif et passif (En milliers d'euros)**

Régularisation actif	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation à recevoir	0	0
Charges d'exploitation payées d'avance	17	27
Commissions sur emprunts	0	0
Intérêts sur instruments financiers	6 491	8 812
Divers *	361	2 310
<b>Total</b>	<b>6 869</b>	<b>11 149</b>
<i>*le poste divers correspond aux flux émis le 31 décembre</i>		

Régularisation passif	31/12/2025	31/12/2024
Produits perçus d'avance	6 451	5 051
Intérêts sur instruments financiers	17 785	2 740
Charges d'exploitation à payer Divers*	15 814	10 940
<b>Total</b>	<b>40 050</b>	<b>18 731</b>
<i>*le poste divers correspond aux flux en attente d'imputation</i>		

**Note 17 – Provisions****I – Provisions pour dépréciation d'actif**

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises utilisées	31/12/2025
Provisions pour créances douteuses et impayés	175 216	72 187	48 781	198 622
<b>Total</b>	<b>175 216</b>	<b>72 187</b>	<b>48 781</b>	<b>198 622</b>

**II – Provisions de passif**

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Litiges juridiques	216	331	125	422
Provisions sociales	3 205	371	0	3 576
<b>Total</b>	<b>3 421</b>	<b>702</b>	<b>125</b>	<b>3 998</b>

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

**Note 18 – Capitaux propres**

K€	31/12/2024	Affectation résultat 2024	Résultat 2025	31/12/2025
Capital	52 900			52 900
Réserves légales	5 290			5 290
Report à nouveau	320 571	8 037		328 608
Résultat	8 037	-8 037	17 580	17 580
<b>Capitaux propres</b>	<b>386 798</b>	<b>0</b>	<b>17 580</b>	<b>404 378</b>

Le résultat par actions s'établit à 5.32€ pour 3 306 250 actions.

**Note 19 – Engagements IFT et hors bilan****Engagements sur instruments financiers**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Instruments de couverture de taux	3 235 000	2 765 000

La juste valeur des instruments dérivés s'établit à 8 511 milliers d'euros.

**I - Engagements données**

Engagements en faveur de la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Réserves disponibles sur crédits permanents	1 768	1 384
<b>Total</b>	<b>1 768</b>	<b>1 384</b>

**II - Engagements reçus**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Lignes de crédits		
Caution courtage	115	115
Engagements reçus	533 431	460 159



**Note 20 – Intérêts et produits assimilés**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	880	1 316
Intérêts, produits assimilés sur opérations avec la clientèle	181 135	143 899
Intérêts, produits assimilés sur instruments financiers	69 748	98 716
<b>Total</b>	<b>251 763</b>	<b>243 931</b>

**Note 21- Intérêts et charges assimilées**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	105 478	132 792
Intérêts, charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2	5
Intérêts, charges assimilées sur instruments financiers	60 000	45 426
Intérêts, charges assimilées divers		
<b>Total</b>	<b>165 480</b>	<b>178 223</b>

**Note 22 – Revenus des titres à revenu variable**

Néant.

**Note 23 – Ventilation des commissions**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b><u>Produits :</u></b>		
Commissions sur opérations avec la clientèle	1 096	1 109
Commissions sur assurances	19 723	18 529
Pénalités et indemnités de retard sur clientèle	2 143	1 548
<b>Total</b>	<b>22 962</b>	<b>21 186</b>
<b><u>Charges :</u></b>		
Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0
Charges sur moyens de paiement	148	120
Commissions diverses	545	449
<b>Total</b>	<b>693</b>	<b>569</b>

**Note 24 – Autres produits & charges d'exploitation**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b><u>Produits :</u></b>		
- Autres produits d'exploitation	5	168
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>168</b>
<b><u>Charges :</u></b>		
- Autres charges d'exploitation	82	89
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>89</b>

**Note 25 – Charges générales d'exploitation**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
<b><u>Frais de personnel</u></b>	<b>21 337</b>	<b>19 078</b>
Salaires et traitements	12 381	11 471
Charges sociales	5 105	4 402
Participation des salariés	0	215
Intéressement des salariés	1 850	1 325
Impôts, taxes et versements assimilés	2001	1 665
<b><u>Autres frais administratifs</u></b>	<b>21 396</b>	<b>19 402</b>
<b>Total</b>	<b>42 733</b>	<b>38 480</b>

**Note 26 – Coût du risque**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations/reprises aux provisions sur la clientèle	-23 623	-19 830
Pertes/récupérations sur créances irrécouvrables	-20 754	-14 715
Dotations/reprises aux provisions sur opérations diverses	0	0
<b>Total</b>	<b>-44 377</b>	<b>-34 545</b>

**Note 27 – Résultat exceptionnel**

En 2025, Créatis n'a pas réalisé de résultat exceptionnel.

**Note 28 – Informations diverses****I – Proposition d'affectation de résultat**

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

Bénéfice de l'exercice	17 580 064.92 €
Affectation à la réserve légale	0 €
Affectation en report à nouveau	17 580 064.92 €

**II – Effectifs**

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	138	129
Employés	212	183
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>312</b>

**III – Impôt sur les sociétés**

Le montant de l'impôt sur les sociétés se monte à 3 743 808 euros.

**IV – Honoraires commissaires aux comptes**

Les informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes sont fournies dans l'annexe des comptes consolidés de la société Cofidis Group.

**V – Rémunérations allouées pendant l'exercice**

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à donner une indication de rémunération individuelle.

**VI – Identité de la société consolidante**

Dans le cadre de l'exemption prévue dans le règlement du CRC 99-07 du 24 novembre 1999, Créatis ne publie pas de comptes consolidés.

Les comptes de Créatis sont intégrés dans les comptes consolidés de Cofidis Group, Etablissement dont le siège social est à Villeneuve d'Ascq (59 650) – Parc de la Haute Borne, 61 Avenue Halley et immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 378 176 291.

**VII - Avoirs déposés à la caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)**

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 25 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier: 30 comptes pour 18 918.58 €.

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier: 13 comptes pour 6 537.48 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

**V - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale

**CREATIS**

Parc de la Haute Borne 61, avenue Halley

59650 Villeneuve d'Ascq

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREATIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Activités et contexte réglementaire » de l’annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l’Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé de l’audit : dépréciations au titre du risque de crédit

Risque identifié	Notre réponse d’audit
<p>Compte tenu de son activité d’établissement de crédit à la consommation, CREATIS constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquelles il existe un risque avéré de non-recouvrement. Comme détaillé dans la note 3 « CREDITS À LA CLIENTELE ET DEPRECIATIONS » de l’annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées par application d’une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement et de pertes, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.</p> <p>Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit ainsi que l’appréciation de l’adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des dépréciations constituaient un point clé de l’audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p> <p>Le stock de dépréciations et décote sur les encours de crédits s’élève à 198,6 M€ pour un encours brut de 4 454,9 M€ au 31 décembre 2025.</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables applicables et les expositions, se référer aux notes 3, 11 B et 26 de l’annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier l’adéquation des modèles mis en œuvre avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations des créances sur la clientèle. Nous avons avec l’aide de nos experts et spécialistes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Apprécier le processus de classification des encours, de détermination et de gouvernance des modèles de dépréciation mis en place par la direction ;</li><li>• Vérifier le caractère approprié des paramètres et hypothèses utilisés pour les calculs des dépréciations ;</li><li>• Examiner les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant ;</li><li>• Testé par sondage la classification des encours ;</li><li>• Contrôlé le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe, vérifié les contrôles généraux informatiques, les interfaces et les contrôles embarqués dans les applications relatives aux dépréciations des créances ;</li><li>• Vérifié l’information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels relatives aux dépréciations des créances sur la clientèle.</li></ul>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l’exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d’administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CREATIS par votre assemblée générale du 30 mai 2017 pour le cabinet Forvis Mazars et du 26 mai 2014 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 9<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 12<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 11 mai 2026

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Alexandre Decrand  
Associé

**Forvis Mazars SA**  
Alexandra Kritchmar  
Associée

**VI - Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Créatis situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59650 Villeneuve d'Ascq Cedex.